

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q2/JPN/1

4 mai 2001

(01-2289)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## **NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION**

### **NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:4 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES AVANT L'APPLICATION D'UNE MESURE DE SAUVEGARDE PROVISOIRE VISÉE À L'ARTICLE 6**

### **NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 9, NOTE DE BAS DE PAGE 2, DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES**

#### Questions posées par les ÉTATS-UNIS concernant les notifications du JAPON<sup>1</sup>

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1<sup>er</sup> mai 2001.

Le Japon a constaté l'existence de circonstances critiques et imposé, dans le cadre de trois enquêtes en matière de sauvegardes, des mesures de protection provisoires en attendant que les enquêtes soient menées à leur terme. De telles mesures sont régies par l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes. L'article 6 définit les circonstances critiques comme étant des circonstances où: a) il existe des "éléments de preuve manifestes" selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave, b) tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer. L'article 6 autorise un Membre à prendre une mesure provisoire pendant une période allant jusqu'à 200 jours. Ce même article ajoute qu'une telle mesure "devrait" prendre la forme d'une majoration des droits de douane, qui seront remboursés si, par la suite, les autorités compétentes n'établissent pas une détermination positive. Les trois mesures provisoires imposées par le Japon prennent toutes la forme d'un contingent tarifaire.

#### Raison des mesures de sauvegarde (sécurité alimentaire?)

M. le Ministre Yatsu a fait au *Yomiuri Shimbun* la déclaration suivante: "Certains disent que le recours aux mesures de sauvegarde ne fait que répondre à des pressions intérieures. L'évolution des importations est l'affaire des entreprises et ne devrait pas relever des réglementations nationales. Cependant, à long terme, la situation risque d'appauvrir les agriculteurs nationaux. Elle pose également des problèmes en matière de sécurité alimentaire. Nous espérons que les entreprises moraliseront leurs principes et leur philosophie des affaires."

---

<sup>1</sup> Documents G/SG/N/6/JPN/1 et Corr. 1, G/SG/N/7/JPN/1 et G/SG/N/11/JPN/1.

- Le Japon considère-t-il la sécurité alimentaire comme un élément de sa décision d'appliquer des mesures de sauvegarde? Dans l'affirmative, sur quelle disposition de l'Accord sur les sauvegardes le Japon fonde-t-il son argumentation?

#### Autorité compétente

La notification du Japon définit ses autorités compétentes comme étant le Ministère des finances, le Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches, et le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

- Ces organismes sont-ils tous trois compétents pour mener les trois enquêtes? Si oui, lequel d'entre eux mène réellement l'enquête? Mènent-ils l'enquête conjointement? Dans ce cas, veuillez expliciter comment ils procèdent en pratique.

#### Détermination de l'existence d'une menace de dommage grave

##### A. Ciboule

- *Absence de données partielles comparables pour 1999.* Les données sont difficiles à apprécier. Selon l'Annexe du rapport, certaines données relatives à l'année 2000 ne portent que sur une partie de l'année; le rapport ne fournissant pas de données pour la même période de 1999, on ne sait si l'on peut considérer comme fiables les données partielles pour 2000. Par exemple, on ne perçoit pas clairement si les données sont influencées par des facteurs saisonniers. En l'absence d'une colonne distincte pour les données comparables de 1999, il est difficile de dire si d'autres données pour 2000, telles que les ventes et la rentabilité, sont elles aussi partielles, et si les chiffres seraient sensiblement plus élevés si ces données étaient présentées sous forme annualisée (en supposant qu'elles ne soient pas faussées par des facteurs saisonniers).
- *Incompatibilité de la baisse de la production avec l'accroissement de la part des surfaces cultivées.* Veuillez expliquer pourquoi la production a baissé en 2000 alors que la part des surfaces cultivées s'est accrue. Les données intermédiaires relatives à la production pour l'année 2000 concernent-elles effectivement la production pour l'exercice financier 2001, ou seulement 75 pour cent environ de cette production?
- *Autres causes de dommage.* Les chiffres relatifs aux parts de marché paraissent indiquer que les producteurs japonais de ciboule ne subissaient pratiquement aucune concurrence des importations avant 1996. De ce fait, il semble probable que d'autres facteurs sont, au moins en partie, la cause d'un éventuel dommage grave subi par la branche de production nationale. Quelles autres causes de dommage les parties ont-elles alléguées au cours de l'enquête? Quelles causes autres que l'accroissement des importations les autorités compétentes japonaises ont-elles prises en considération? Par exemple, les conditions météorologiques ont-elles été prises en considération?
- *Facteurs influençant les données pour 1998.* Pourquoi la production nationale a-t-elle chuté brutalement en 1998, année où l'accroissement des importations ne représentait qu'une petite partie de la variation de la production? Pourquoi la rentabilité s'est-elle accrue brusquement cette année-là? Dans quelle mesure la production nationale connaît-elle des variations cycliques?
- *Données concernant la rentabilité pour l'année 2000.* Les données concernant la rentabilité pour l'année 2000 portent-elles sur toute l'année ou sur une partie de celle-ci?

- Origine des importations. Quels sont les principaux pays d'origine des importations, et existe-t-il une base pour conclure que l'accroissement constaté en 1999 et 2000 a été temporaire?

Selon le *Mainichi Daily News* du 25 avril, les coûts de distribution, d'emballage et de commercialisation en gros et au détail représentent plus de 70 pour cent du prix de vente au détail au Japon des *naganegi* (ciboules) cultivées dans le pays.

- Au moment d'envisager l'imposition des mesures de sauvegarde, le Japon a-t-il pris en compte les prix payés aux cultivateurs, ou seulement le prix de détail final? (Les données fournies donnent à penser que le Japon n'a pris en compte que les prix de détail.) Le Japon a-t-il pris ces mesures pour protéger les cultivateurs ou pour protéger les revendeurs? Étant donné que le Japon soutient que les agriculteurs pourraient abandonner la culture de certains produits à cause de la faiblesse des prix, cette question est d'importance.

Selon la notification du Japon, la part de marché de la ciboule était, en 1996, proche de zéro (0,4 pour cent). À partir de ce niveau extraordinairement bas, les importations se sont accrues durant cinq ans pour atteindre 8,2 pour cent de part de marché en 2000. Étant donné le temps que les importations ont mis pour prendre 8,2 pour cent du marché japonais, nous sommes frappés par le fait que les producteurs japonais ont disposé d'un temps relativement long pour s'adapter à la concurrence.

- Si les producteurs japonais subissent de graves problèmes à cause de la faiblesse des prix, cela donne à penser que la structure intérieure coûts/prix du Japon présente, pour la ciboule, un décalage considérable par rapport aux prix mondiaux, et que les importations causent, comme il se doit, un ajustement de l'investissement en travail et en capital dans ce pays.

#### B. Champignons shiitake

- *Données pour l'année 2000.* Les données pour l'année 2000 qui figurent dans les tableaux de l'Annexe portent-elles sur toute l'année ou sur une partie de celle-ci?
- *Autres causes de dommage.* Quelles causes de dommage, autres que l'accroissement des importations, les parties ont-elles alléguées au cours de l'enquête comme étant cause de dommage grave? Quelles causes autres que l'accroissement des importations les autorités compétentes japonaises ont-elles prises en considération? Par exemple, y a-t-il eu des allégations concernant une pénurie du produit national, ou un changement des goûts des consommateurs, qui auraient délaissé le produit national pour le produit importé? Y a-t-il eu des allégations concernant une modification de la forme du produit consommé, par exemple de la taille du champignon préféré ou de son degré de traitement?

#### C. Tatami-Omote

- *Définition de la branche de production nationale – données relatives à la branche de production.* Les autorités compétentes ont-elles inclus les cultivateurs de *Juncus effusus*, matière première du tatami, comme faisant partie de la branche de production nationale? Si oui, sur quelle base? Les autorités compétentes japonaises disposaient-elles d'une série de données complète (production, emploi, rentabilité, etc.) pour les cultivateurs comme pour les tisseurs? Dans le cas contraire, comment les autorités sont-elles arrivées à la conclusion qu'il existe des éléments de preuve manifestes selon lesquels l'ensemble de la branche de production a subi un dommage grave?
- *Autres causes de dommage.* Quelles causes de dommage, autres que l'accroissement des importations, les parties ont-elles alléguées au cours de l'enquête comme étant cause de

dommage grave? Quelles causes autres que l'accroissement des importations les autorités compétentes japonaises ont-elles prises en considération? Le rapport des autorités compétentes japonaises indique-t-il s'il existe des caractéristiques permettant de différencier le produit importé et le produit national, telles que la dimension moyenne, la densité du tissage, la couleur, etc.? Le rapport établit-il un lien entre la baisse de la production nationale de tatamis et le déclin de la culture de *Juncus effusus*, et, dans l'affirmative, quelle importance attache-t-il au lien entre ce déclin et la baisse de la production de Tatami-Omote?

#### Mesures correctives

- Qui a décidé de la forme des mesures correctives? L'un des Ministères? Lequel? Un autre organisme? Veuillez préciser.
- Si c'est un autre organisme qui a décidé de la forme des mesures correctives, les autorités compétentes ont-elles recommandé une mesure particulière à cet organisme? Si oui, quelle était la mesure recommandée? L'organisme qui a décidé les mesures a-t-il suivi la recommandation des autorités compétentes? Est-il tenu de le faire?
- Comment le Japon a-t-il fixé les contingents?
- Les taux de droits applicables aux importations en contingent sont exprimés en yens par kg dans la notification du Japon. Quels sont ces taux, exprimés en pourcentage *ad valorem*?
- Selon l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes, les Membres sont tenus de n'appliquer des mesures de sauvegarde que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Le Ministre de l'agriculture, M. Yatsu, a déclaré le 23 avril au *Yomiuri Shimbun*: "Nous espérons que les producteurs et les distributeurs nationaux comprendront que les mesures de sauvegarde ont pour but de leur donner le temps de restructurer leur entreprise. L'éventuelle transformation de ces mesures temporaires en mesures permanentes dépendra de la manière dont ils mettront en œuvre cette restructuration."
- Qu'entend le Japon par "ajustement" ou "restructuration" à court ou moyen terme ayant pour but de rendre compétitifs ses producteurs de ciboule, de Tatami-Omote et de champignon shiitake ou d'aider ces producteurs tout en évitant de fausser les échanges? En ce qui concerne les autres produits pour lesquels des mesures de sauvegarde sont envisagées, quelles sont les possibilités "d'ajustement" que le Japon examine actuellement? Quelle sera la rapidité d'exécution des plans d'ajustement?

Le Secrétaire général de la Commission japonaise des pratiques commerciales loyales a récemment déclaré lors d'une conférence de presse que "les restrictions à l'importation, bien qu'autorisées au titre du mécanisme de sauvegarde de l'OMC, pourraient léser les consommateurs japonais et compromettre les efforts entrepris par la branche de production nationale pour améliorer sa compétitivité sur le plan international et promouvoir les réformes structurelles".

- Le gouvernement japonais pourrait-il décrire les mesures prises par la branche de production nationale pour améliorer sa compétitivité sur le plan international?

### Circonstances critiques

#### A. Ciboule

- L'Accord de l'OMC sur les sauvegardes impose aux Membres de déterminer l'existence "d'éléments de preuve manifestes" selon lesquels l'accroissement des importations cause ou menace de causer un dommage grave avant de pouvoir prendre des mesures de sauvegarde provisoires. La notification se fonde sur les résultats d'une enquête pour faire "l'hypothèse" que la production de ciboule diminuera si les prix restent bas. Comment le Japon concilie-t-il l'exigence relative aux "éléments de preuve manifestes" et le crédit qu'il accorde à des hypothèses?
- Selon la notification, "18 pour cent des producteurs ont déclaré qu'ils réduiront ou cesseront leur production de ciboule si le déclin actuel du niveau des prix devait se poursuivre". On peut en déduire que 82 pour cent des producteurs ont déclaré qu'ils ne réduiront ni ne cesseront leur production dans ces conditions. Comment le Japon concilie-t-il ce fait apparent et l'existence de circonstances critiques?
- Le Japon affirme que si la surface cultivée diminue et le produit importé "submerge le marché", on ne saurait s'attendre au rétablissement du prix intérieur ni à l'augmentation des surfaces de production. Sur quoi cette affirmation, qui semble purement rhétorique, est-elle fondée?
- De même, les données de l'Annexe I concernant les importations indiquent que les importations représentent actuellement 8,2 pour cent de part de marché. Comment peut-on, sans être irréaliste, qualifier des importations qui représentent une part de marché aussi petite comme menaçant de "submerger le marché"?

#### B. Champignons shiitake

- À l'appui de sa constatation de l'existence de circonstances critiques concernant les champignons shiitake, le Japon déclare, presque sans plus, que les éléments de preuve qu'il avance démontrent l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité. Comment ces éléments peuvent-ils étayer une constatation selon laquelle tout délai dans l'imposition de mesures de sauvegarde causerait un tort qu'il serait difficile de réparer?

#### C. Tatami-Omote

- De même que pour les champignons shiitake, les données que le Japon cite à l'appui de sa décision d'imposer des mesures provisoires reviennent presque à affirmer sans plus que les éléments de preuve avancés démontrent l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité. Comment ces éléments peuvent-ils étayer une constatation selon laquelle tout délai dans l'imposition de mesures de sauvegarde causerait un tort qu'il serait difficile de réparer?
- Le Japon affirme également qu'une enquête réalisée auprès des producteurs ayant abandonné la production de *Juncus effusus* montre que 64 pour cent des intéressés ne possèdent plus de métier à tisser le Tatami-Omote et que 68 pour cent n'ont pas l'intention de reprendre la production **même si les prix devaient augmenter à l'avenir**. Au vu des résultats de cette enquête, qui indique que tout dommage déjà survenu est irréparable, comment peut-on invoquer ces éléments à l'appui de la conclusion selon laquelle tout délai dans l'imposition de mesures causerait un tort qu'il serait difficile de réparer?

Mesures d'autolimitation

Des articles parus dans la presse indiquent que le Japon continue de discuter avec la Chine d'éventuelles mesures d'autolimitation des exportations.

- Sachant que l'article 11 désapprouve de telles mesures, comment le Japon justifie-t-il le fait qu'il cherche à obtenir un accord d'autolimitation d'un pays qui accédera prochainement à l'OMC en tant que Membre?

---